

# *l'Anti*capitaliste

n°767 | 18 septembre 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



# OUVVRONS LA VOIE

# DÉGAGEONS MACRON

# À UN AUTRE MONDE

## ZOOM

Assassinat de Kirk,  
coup d'accélérateur  
pour l'extrême droite

Page 3

## INTERNATIONAL

Gaza. Nos yeux  
sur la flottille,  
pas sur l'ONU

Page 4

## ARGUMENTS

Schengen ou la  
construction de  
l'Europe forteresse

Page 5

## CHAMP LIBRE

Entretien avec  
Béatrice Orès,  
co-présidente de l'UJFP

Page 8

## Édito

### En nommant Lecornu, Macron nous fait la guerre

Par LA RÉDACTION

« Plus que deux nouveaux Premiers ministres et c'est Noël », ironisaient les réseaux sociaux ces derniers jours. Au rythme où la crise de régime s'approfondit, il faut en effet se dépêcher de dresser le portrait du dernier en date. Lecornu ou un autre, c'est du pareil au même? Certes, la bande à Macron ne changera pas de cap sans qu'un véritable rapport de force ne l'y contraigne. Pourtant, Lecornu n'est pas Bayrou, et le symbole mérite qu'on s'y arrête. Ce n'est pas le fait qu'il soit poursuivi en justice qui le distingue, tant la connivence et la corruption sont la norme dans notre République bourgeoise en lambeaux. Rien peut-être n'atteste mieux de la déliquescence des sphères dirigeantes que l'absence de scandale après la promotion comme chef de gouvernement d'un politicien sous le coup d'une enquête pour favoritisme et détournement de fonds publics. Mais choisir le ministre des Armées n'est pas anodin. Macron ne gouverne plus seulement à coups de 49.3 et de matraques: il place à Matignon un homme qui incarne la militarisation et la brutalité coloniale, celui qui invite à dîner en catimini Marine Le Pen et Jordan Bardella.

Lecornu n'est en effet pas seulement un politicien de carrière opportuniste. Dans son département, c'est l'homme de la chasse aux allocataires du RSA, de la vidéosurveillance, des coupes dans les budgets sociaux et éducatifs.

Ministre des Outre-mer, il a envoyé blindés, RAID et GIGN contre la population en Martinique et en Guadeloupe. Le FLNKS le désigne comme « le ministre des colonies par excellence », qui a une grande responsabilité dans la montée des tensions en Kanaky et dans la rupture des accords de décolonisation.

L'homme de la répression à Notre-Dame-des-Landes et à Bure est aussi celui qui justifie les exportations d'armes françaises à l'État colonial israélien, en plein génocide.

Hostile au mariage pour tous, proche de La Manif pour tous et de ses satellites, il incarne cette homophobie qui veut se faire passer pour le bon sens.

Et bien sûr, Lecornu est l'artisan de la nouvelle loi de programmation militaire: 413 milliards d'euros pour gaver les marchands d'armes et doubler le budget de l'armée d'ici 2030. Pendant qu'on ferme des lits d'hôpitaux, on finance Dassault. La désignation de Lecornu porte un message clair: Macron nous fait la guerre. Mais vous connaissez la suite: on reste déter, pour bloquer le pays!

### Bien dit

Ce n'est pas écrit d'avance mais il y a quelque chose qui est en train de se passer

La réaction à chaud d'OLIVIER BESANCENOT à l'issue de la journée de mobilisation du 10 septembre exprime bien le sentiment général qui nous habite aujourd'hui.

## À la Une

### Par la grève et dans la rue, dégageons Macron et ouvrons la voie à un autre monde!

Durant l'été, par la seule force de ses boucles et de ses AG, le mouvement « Bloquons tout » a profondément changé la donne. Il nous a tout d'abord débarrassés de Bayrou, contraint à se faire hara-kiri à la veille du 10 septembre. Il a mis en évidence l'illégitimité de Macron, qui tente aujourd'hui, avec l'énergie du désespoir, d'utiliser son fidèle Lecornu pour replâtrer sans grand succès un gouvernement à sa botte. Il a enfin réussi à montrer du doigt les injustices de cette société, en ouvrant de nouveaux débats dans les médias, qui se demandent désormais s'il est réellement normal que les patrons puissent s'enrichir aussi indécentement quand le plus grand nombre ne cesse de s'appauvrir.

Les manifestations du 10 septembre ont ouvert une nouvelle période, en permettant aux classes populaires de reprendre avec force la rue. Retailleau s'en était inquiété, en expliquant début septembre que le mouvement risquait de réunir jusqu'à 100 000 personnes. Le soir du 10 septembre, il lui a fallu reconnaître que les manifestations en avaient regroupé au moins le double. Partout, le constat a été le même: dans chacune des villes de France, des milliers de travailleuses, de travailleurs et de jeunes ont formé des cortèges dynamiques et radicaux, unis par une même volonté de dégager Macron pour construire un monde plus juste.

#### Virer Macron et en finir avec ce régime

Car si le mouvement s'est donné pour objectif de virer Macron, il a aussi pour but d'en finir avec le régime de la 5<sup>e</sup> République pour ouvrir la route, par le biais d'une Constituante, à une démocratie réelle. Plus fondamentalement encore, les AG ne se limitent pas à dénoncer les politiques d'austérité et de casse sociale, mais affirment qu'il est nécessaire d'en finir une bonne fois pour toutes avec les logiques écicides et capitalistes qui conduisent à l'impasse. Ce mouvement est ainsi profondément politique et est porté par une profonde aspiration à changer ce système, pour ouvrir le chemin d'une nouvelle société.

#### Une répression qui illustre la radicalisation de la bourgeoisie

La radicalité du mouvement n'a pas échappé au pouvoir, qui s'est attaché à le briser à la racine par une répression sans faille. Déployant le 10 septembre pas moins de 80 000 policiers sur le territoire, soit plus d'un flic pour 6 km<sup>2</sup>, Retailleau a donné à la police des consignes d'une très grande brutalité. Les blocages ont ainsi été systématiquement dispersés à la gazeuse et au tonfa, avec

des actes de violence inacceptables, en particulier envers les manifestantEs les plus jeunes. Plus de 500 personnes ont par ailleurs été interpellées, avec des gardes à vue très souvent marquées par des humiliations et des violences intolérables. Enfin, les préfetures ont pris de graves mesures restreignant les libertés, publiant, le 9 au soir, des dizaines d'arrêtés liberticides anticonstitutionnels afin d'empêcher tout contrôle juridictionnel, ainsi qu'un nombre inédit d'arrêtés d'autorisation de

déploiement de drones par les forces de l'ordre. Ces mesures sont évidemment la marque d'un pouvoir aux abois, qui croit pouvoir contenir la colère par la répression, mais c'est aussi la conséquence concrète de la radicalisation de la bourgeoisie, de plus en plus tentée par ce virage autoritaire qu'incarnent aujourd'hui Darmanin et Retailleau.

#### Franchir un nouveau cap par la grève de masse

Après les actions de lutte qui se sont succédé un peu partout dans la dernière semaine, la journée du 18 septembre doit permettre au mouvement de franchir un nouveau cap, en faisant entrer dans la lutte des centaines de milliers de jeunes, de travailleuses et de travailleurs. D'abord en réunissant dans la rue des cortèges encore plus fournis que ceux du 10 septembre, qui pourront permettre au mouvement de prendre confiance dans ses forces et faire de nouveaux pas en avant. Ensuite, par la grève, dont la construction est indispensable pour que le mouvement puisse s'inscrire dans la durée et soit en capacité d'ébranler les fondements du système, en défiant ouvertement le patronat et le gouvernement. Reconduire la grève là où c'est possible ou la construire pour les jours à venir: tel est en effet l'enjeu du 18 septembre et de la semaine décisive qui va suivre.

Laurent Ripart



Une combinaison de manifestations, de blocages, d'actions symboliques, d'assemblées et d'inventions a fait la richesse du 10 septembre (lire page 6). Une bien belle rentrée sociale et politique. Comme un goût de liberté. Ce n'est qu'un début! PHOTOS PHOTOOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

# ANTIFASCISME **Assassinat de Kirk, coup d'accélérateur pour l'extrême droite**

L'assassinat de Charlie Kirk aux États-Unis (lire page 4) a eu des retentissements politiques et médiatiques en France. L'extrême droite — du Rassemblement national (RN) aux groupuscules, jusqu'à leurs médias — en fait un prétexte pour hâter l'application de son agenda politique, via des opérations de victimisation et d'instrumentalisation.

Des personnalités comme Thaïs d'Escufon ou Damien Rieu en ont profité pour porter un discours selon lequel seraient menacées aussi bien la civilisation « blanche », la « liberté d'expression » que les personnes de « droite » (l'extrême droite ayant toujours du mal à s'assumer comme telle), mettant en scène leur inquiétude. Des groupuscules ont organisé des rassemblements en hommage à l'influenceur américain, comme à Nice où une centaine de nervis fascistes se sont réunis devant le monument aux morts, arborant des drapeaux français, chantant *La Marseillaise* — le tout relayé par *Frontières*. Le collectif des « Natifs » a organisé un rassemblement d'une dizaine de personnes devant l'ambassade des États-Unis à Paris. Le « comité Trump France » a annoncé qu'un rassemblement d'hommage était en cours de préparation.

## Le RN à l'offensive

Le RN a, dans un premier temps, été relativement discret sur l'assassinat, Bardella se contentant d'attaquer la gauche, qui serait responsable de la « violence politique ». Mais, ce week-end, l'offensive a pris de l'ampleur. Tout d'abord, lors du meeting du RN à Bordeaux, Louis Aliot, maire de Perpignan, a fait applaudir Charlie Kirk par 7 000 personnes, en faisant le parallèle avec la tuerie de Charlie

Hebdo. Plus grave encore, trois députés apparentés RN mais proches d'Identité Liberté (le mouvement politique de Marion Maréchal-Le Pen) ont écrit une lettre pour interpellier Retailleau, dans laquelle ils demandent une protection pour les « lanceurs d'alerte » (en citant notamment Damien Rieu, Marguerite Stern, Alice Cordier ou encore certains « journalistes » de *Frontières*) : une protection policière, mais aussi l'« autorisation du port

d'une arme de poing », au nom de la liberté d'expression.

## Porosité entre l'extrême droite et les médias grand public

La manière dont les médias français ont traité l'assassinat de Kirk montre une porosité entre l'agenda d'extrême droite et les médias grand public, y compris dans le service public. Par exemple, sur France Culture, lors de la matinale du vendredi

12 septembre, l'édito s'intitulait « Je suis Charlie Kirk ». Dans *le Figaro*, on a pu lire une tribune signée Mathieu Bock-Côté intitulée « Le retour de la violence en politique » pour parler de l'assassinat. Les médias Bolloré ont utilisé cet événement pour justifier comme jamais des revendications sécuritaires. Les personnalités d'extrême droite ont défilé sur les plateaux pour témoigner de menaces de mort et de leur sentiment d'insécurité, en accusant la gauche de vouloir assassiner ses opposants politiques. Toute la sphère d'extrême droite a lié l'assassinat de Charlie Kirk avec les manifestations anti-immigration qui se déroulent depuis plusieurs semaines en Angleterre. Ces démonstrations racistes ont d'ores et déjà rassemblé une centaine de milliers de personnes le week-end dernier — des figures françaises comme Éric Zemmour ou Jean Messiha ayant même fait le déplacement.

## Empêcher l'extrême droite de prendre la rue

L'extrême droite avance ses cartes : l'insécurité explose à cause de la gauche et de l'immigration, il faut donc se défendre. Si le RN reste prudent, l'écosystème d'extrême droite est très offensif. Son rêve est qu'une guerre civile éclate, par la mise en mouvement des franges les plus radicalisées de l'extrême droite et des mouvances complottistes sur des mots d'ordre racistes, sécuritaires et nationalistes. Nous devons prendre à bras-le-corps ces questions et empêcher la mobilisation de l'extrême droite dans nos rues. **Mathilde Millat**



## No comment

Il y a aussi des problèmes de finances publiques parce qu'on a décidé de remettre beaucoup d'argent dans l'hôpital

Déclaration de SÉBASTIEN LECORNU, fraîchement nommé Premier ministre, le 13 septembre. Un beau foutage de gueule pour les personnels comme pour les usagerEs.

## Agenda

**Jeudi 18 septembre, journée de grève intersyndicale contre le budget Bayrou.**

**Samedi 20 septembre, «La manif du futur» contre la poubelle nucléaire, Bure (55).**

**Samedi 20 septembre, réunion de rentrée du NPA-l'Anticapitaliste 67 «Changer la société! Quelle radicalité dans nos luttes féministes et de jeunesse?», Strasbourg (67).** À 14h à la Maison des Associations de Strasbourg, 1A place des Orphelins.

**Lundi 22 septembre, Centre d'études marxistes «Les internationalistes face aux guerres» avec Manon Boltansky et Edwy Plenel, Montreuil (93).** À 19h, 2 rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

**Mercredi 24 septembre, «Plutôt vivre!», rencontre avec les autrices Charlotte Puiseux et Chiara Kahn, Paris 13<sup>e</sup>.** À 19h, Béton salon, 9 esplanade Pierre Vidal-Naquet. Revenir sur l'histoire de la construction sociale du validisme — non pas vivre malgré mais vivre avec — et apprendre à sortir des logiques productivistes — ne plus avoir honte d'être vulnérables. Avec la librairie La Brèche.

**Mercredi 1<sup>er</sup> octobre, meeting contre la guerre et l'austérité avec Philippe Poutou, Thomas Sommer, Madeleine Papet et Estelle Joannin, Toulouse.** À 20h, salle Osète, 6 rue Pelissier.



## ASIE DU SUD **La crise népalaise**

Il a suffi de quelques jours pour que la situation bascule brutalement au Népal, débouchant sur de violentes émeutes. La démission du gouvernement Oli, la juriste Sushila Karki devenant Première ministre par intérim, a permis un retour au calme, même si le pouvoir réel est passé aux mains de l'armée.

Tout s'est joué très vite. La jeunesse, dite « Génération Z », s'est d'abord mobilisée via les réseaux sociaux pour dénoncer la corruption et les privilèges du personnel politique, les parlementaires s'accordant une généreuse subvention « logement » sans se soucier de la crise sociale qui frappe la majorité de la population. La circulation de vidéos montrant le train de vie de l'élite est devenue virale. Les manifestations ont alors commencé. La spirale répression-radicalisation s'est enclenchée quand le pouvoir a interdit l'usage des réseaux sociaux — sans lesquels les NépalaisEs perdent le contact avec leurs nombreux proches à l'étranger —, puis a utilisé les armes, faisant au moins 19 mortEs (dont des écolierEs en uniforme se rendant en classe).

## La jeunesse contre des régimes dictatoriaux et corrompus

Le Népal était déjà une poudrière, alors que les capacités d'organisation des figures de la « Gen Z » restaient très faibles. En deux jours d'émeutes, les 8 et 9 septembre, nombre

d'immeubles ont été incendiés, dont des hôtels. L'épouse d'un ministre est morte, brûlée vive. Le palais présidentiel, les résidences de personnalités, le Parlement, le Singha Durbar (où siégeaient de nombreuses administrations et ministères), la Haute Cour de Katmandou et la Cour suprême sont partis en flammes, emportant leurs archives — non numérisées. L'armée a imposé le couvre-feu et pris le contrôle. De l'Indonésie au Bangladesh, la jeunesse se mobilise aujourd'hui contre des régimes dictatoriaux et corrompus, sans toutefois provoquer de telles émeutes. Dans le cas du Népal, bien des questions restent sans réponse, si ce n'est qu'une telle crise découle d'une conjonction de facteurs, à commencer par l'usure du pouvoir. En 2008, un soulèvement populaire avait mis fin à la monarchie absolue. Depuis, divers partis communistes se sont succédé au gouvernement, nouant des coalitions changeantes. K.P. Oli, Premier ministre au moment des émeutes, était ainsi étiqueté « communiste ». Mais ces partis se sont intégrés à l'oligarchie dominante,

renonçant à des réformes radicales au nom d'alliances avec la « bourgeoisie nationale ».

## Le Népal au cœur de la géopolitique sud-asiatique

Les partis communistes s'appuient sur la Chine, au grand déplaisir de l'Inde. Or, si le Népal (quelque 30 millions d'habitants) est connu comme un État himalayen, une partie de sa population vit dans la vallée du Gange, négligée par le pouvoir central. Le mouvement nationaliste hindouiste d'extrême droite indien a attisé la crise au nom de la défense de ces dernierEs, de même que des forces monarchistes népalaises revanchardes. Le pays devient ainsi un facteur clé de la géopolitique sud-asiatique. Les organisations sœurs du NPA dans la région (et au-delà) se sont, dès le début, mobilisées en solidarité avec la Gen Z népalaise, tout en refusant de couvrir les émeutes et leur extrême violence. Cette solidarité internationale va devoir s'inscrire dans la durée, mais dans un contexte particulièrement difficile.

**Pierre Rousset**

**Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur**  
**l'Anticapitaliste.org**

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
1225-C-93922

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et de  
communication.  
SARL au capital  
de 3500 € (durée 60 ans).

**Tirage :**  
1800 exemplaires

**Directrice  
de publication :**  
Penelope Duggan

**Secrétaire  
de rédaction :**  
Olivier Lek Lafferrière

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 21  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## UKRAINE Guerre des drones ou guerre des nerfs

*Poutine multiplie les incursions et les menaces tout en intensifiant ses attaques contre l'Ukraine. L'utilisation des drones « low cost », marquée par de rapides innovations, tire son origine de la résistance populaire ukrainienne. Elle constitue aujourd'hui également un élément central de l'économie de guerre russe.*

Poutine redouble les manifestations de sa capacité de nuisance pour arriver en position de force dans d'éventuelles négociations. Si Moscou n'a sans doute ni l'objectif ni les moyens militaires de déclencher une guerre contre un autre pays, la Russie multiplie les incursions et menaces — Pologne, Roumanie, États baltes étant les premières cibles — et la rhétorique guerrière commence à cibler la Finlande. Outre les « exercices » menés avec la Biélorussie, déployant officiellement 13 000 hommes (30 000 selon la Lituanie) dans l'opération *Zapad (Ouest) 2025*, les essaims de drones sur la Pologne ou le viol de l'espace aérien de la Roumanie visent à tester les réactions et à cacher l'essentiel : les attaques quotidiennes meurtrières contre l'Ukraine. En août, les forces russes ont tué au moins 208 civils en Ukraine et en ont blessé 827 autres. Et dans la nuit du 12 septembre, l'armée russe a lancé 164 drones de combat et un missile balistique Iskander-M/Kn-23 contre l'Ukraine.

### Avec les drones, la guerre à moindre coût

La résistance à l'invasion dirigée par Poutine a initié une nouvelle guerre du 21<sup>e</sup> siècle : la guerre des drones. Née de l'inventivité populaire ukrainienne, « low cost », elle s'est rapidement inscrite dans l'économie de guerre déployée par le pays agressé. La puissance militaire russe s'y est depuis adaptée, avec un tout autre échelle de moyens, tandis que l'OTAN montre de grandes difficultés à y faire face.

Des systèmes antidrones permettent de protéger des infrastructures. Mais si l'attaque concerne une frontière entière, les alliés sont aujourd'hui contraints de s'en remettre à leurs avions de chasse avec des missiles embarqués, comme ce fut le cas en Pologne, ce qui est coûteux.

### S'adapter aux évolutions

Les états-majors occidentaux pourraient avoir recours à des solutions plus rudimentaires mais innovantes, déployées aujourd'hui en Ukraine. Baptisées *Sky Fortress* ou *Zvook* (« son », en ukrainien), elles reposent sur le déploiement de milliers de capteurs acoustiques sur de vastes étendues de territoire, capables de détecter le bruit émis par les drones. Le coût unitaire de ces antennes ne dépasse pas quelques centaines de dollars, selon les Ukrainiens. L'ensemble du réseau coûterait ainsi à peine plus cher qu'un seul missile Patriot (soit 3,4 millions d'euros, pour la version la plus récente). L'Ukraine fabrique aussi des drones intercepteurs chargés d'entrer en collision ou d'exploser à proximité des drones ciblés. L'UE investit sur un projet industriel de « mur de drones » dans cet esprit.

Mais ces technologies évoluent à une vitesse inédite — on parle de mois ou de semaines, alors qu'il faut des décennies pour construire un chasseur performant. Mais surtout, les Ukrainiens savent que leurs alliés ne sont pas prêts à faire la chasse aux drones avec de grosses mitrailleuses montées sur des camions comme le font leurs soldats au cœur de leur lutte de libération nationale.

Catherine Samary

### À lire sur le site



**Gaza. Le génocide moral d'une armée vertueuse,**  
par Marie Schwab



**Quand les dictatures africaines tendent la main à Trump,**  
par Paul Martial

## USA Après l'assassinat de Kirk, la gauche en danger

*L'assassinat de Charlie Kirk, dirigeant de 31 ans de l'organisation de jeunesse d'extrême droite Turning Point USA, a intensifié la polarisation politique aux États-Unis et entraîné des appels du mouvement « Make America Great Again » (MAGA) de Trump à éliminer la gauche de la vie politique américaine.*

Kirk a été assassiné d'une balle de fusil alors qu'il s'exprimait à l'université de la vallée de l'Utah, à Orem. Deux jours plus tard, Tyler Robinson, étudiant de 22 ans, s'est rendu à la police et a été inculpé de meurtre. Ses motivations restent à ce jour incertaines.

### Charlie Kirk, fer de lance de la jeunesse MAGA

Kirk était un fidèle partisan et ami de Donald Trump, qui voyait dans son organisation Turning Point USA le mouvement de jeunesse du camp MAGA. En 2024, le groupe avait mobilisé la jeunesse en faveur de Trump, contribuant à sa victoire à la présidentielle.

Kirk était un nationaliste chrétien blanc qui affirmait régulièrement que les Noirs, en particulier les femmes noires, sont intellectuellement inférieurs. Il soutenait que les Juifs sont responsables du « grand remplacement » des Américains blancs par des personnes racisées. Il affirmait que les femmes doivent rejeter le féminisme et se soumettre à leurs maris. Il considérait que les personnes LGBT violent la loi biblique

de Dieu. Tout en prétendant défendre la liberté d'expression, son organisation Turning Point USA entretenait une « liste noire des professeurEs » destinée à expulser les enseignantEs progressistes des universités. Il déclarait que les musulmans tueraient chaque juif sur terre. Il disait que la Palestine n'existe pas et affirmait que les témoignages de famine d'enfants à Gaza sont des fakes news. Il niait le changement climatique,

mentait sciemment en affirmant qu'il n'existe pas de consensus scientifique sur ses causes.

### La gauche, les progressistes et les libéraux sont en danger

À la suite du meurtre de Kirk, le président Donald Trump a déclaré dans une allocution nationale : « Depuis des années, ceux qui appartiennent la gauche radicale comparent de merveilleux Américains comme Charlie

aux nazis et aux pires criminels et meurtriers de masse du monde. Ce genre de rhétorique est directement responsable du terrorisme que nous observons aujourd'hui dans notre pays, et cela doit cesser immédiatement. » Laura Loomer, proche de Trump, a écrit : « Nous devons réduire ces gauchistes fous au silence. Une bonne fois pour toutes. La gauche est une menace pour la sécurité nationale. »

Agitateurs de droite, politicienNES et gouvernement profitent du meurtre pour appeler à une purge de la gauche aux États-Unis. La gauche, les progressistes et les libéraux sont en danger. Avant même le meurtre de Kirk, Trump envoyait des troupes dans plusieurs villes américaines. Plusieurs figures de droite appellent désormais à une guerre civile. Les dirigeants de groupes armés violents comme les Oath Keepers et les Proud Boys ont appelé leurs membres à se mobiliser. Nous devons rester vigilantEs et nous organiser pour défendre nos organisations et nos droits, tout en continuant à combattre Trump, les Républicains et l'extrême droite.

Dan La Botz



## GAZA Nos yeux sur la flottille, pas sur l'ONU

*Alors que la ville de Gaza est réduite en cendres, l'attention médiatique se focalise sur les gesticulations autour d'une « reconnaissance de l'État de Palestine » vaine et empoisonnée. Nous ne devons pas perdre le cap de la solidarité par en bas, soutenir la Global Sumud Flotilla, isoler Israël et contrer le processus de normalisation.*

L'assaut sur Gaza-City est en cours. L'armée israélienne détruit systématiquement les immeubles d'habitation, notamment les tours emblématiques. Les habitantEs sont contraintEs de rassembler quelques affaires et de fuir en quelques minutes. Objectif : rendre tout retour à la vie normale impossible dans une ville bien plus ancienne qu'Israël. Le reste de la bande est un cimetière géant. Une étude évaluée à 200 000 le nombre de personnes tuées à Gaza depuis deux ans, 10% de la population. Un massacre. Un génocide.

### Une reconnaissance vaine et empoisonnée

Pourtant, l'Assemblée générale de l'ONU a entériné la résolution franco-saoudienne de « reconnaissance de l'État de Palestine », qui demande également un cessez-le-feu immédiat et l'accès à l'aide humanitaire à Gaza. Parmi les pays qui ont voté contre, on retrouve sans surprise les États-Unis, Israël, l'Argentine et la Hongrie. Malgré les apparences, cette résolution marque en réalité un recul des droits des PalestinienNES. Elle ne mentionne ni crime de génocide ni crimes de guerre et elle n'est évidemment pas contraignante. Pire, selon l'analyse du ministère des Affaires étrangères français : « ... grâce à des engagements majeurs pris par l'Autorité palestinienne et par les pays arabes

pour la paix et la sécurité de tous dans la région. Cette feuille de route passe par un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la libération de tous les otages ; elle passe par l'établissement d'un État palestinien viable et souverain ; elle passe par le désarmement du Hamas et son exclusion de la gouvernance de Gaza ; elle passe par la normalisation entre Israël et les pays arabes. »

Ainsi, la sécurité d'Israël est systématiquement invoquée, jamais celle des PalestinienNES. Le « processus de paix » dépend d'engagements pris par l'Autorité palestinienne, pas par Israël. La résolution exige le désarmement du Hamas et son exclusion de la gouvernance de Gaza — autrement dit, les PalestinienNES sont dessaisiEs de leur droit à décider pour elleux-mêmes, et en réalité l'objectif est de leur interdire toute résistance armée. La véritable finalité de ce texte réside dans la carotte offerte à Israël : la normalisation avec ses voisins.

### Amplifier la solidarité active

Mais cette normalisation même ne suffira probablement pas à arrêter Israël, qui a montré son aptitude à être en guerre avec tout le monde. Après avoir décimé une partie du gouvernement yéménite, Israël a tenté de bombarder la délégation du Hamas présente à Doha pour des négociations de cessez-le-feu à la demande des États-Unis. Outre

que cela torpille littéralement le processus, il s'agit d'une intervention militaire dans un pays allié majeur de Washington. Il n'y a donc pas d'autre perspective, à court terme, que la fuite en avant d'Israël. Sans rapport de force, sans sanctions ni intervention militaire contre Israël, les résolutions n'auront aucun impact. Israël, ivre de son impunité, a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'y aurait jamais d'État palestinien.

La seule solution est d'augmenter l'isolement politique et économique d'Israël. Des manifestations de solidarité active doivent venir défier Israël et son impunité. La mobilisation

produit des effets : elle a contribué à l'annulation de la course cycliste de la Vuelta en raison de la participation de l'équipe israélienne. Il s'agit d'une brèche dans la normalisation et d'un exemple à suivre. Avec plusieurs dizaines de bateaux et près de 50 nationalités représentées, la flottille est repartie le 13 septembre. Les attaques incendiaires n'ont pas entamé la détermination. La *Global Sumud Flotilla* va donc devenir une focale du mouvement de solidarité. Il faut se tenir prêtEs à exiger que les gouvernements occidentaux n'autorisent pas un massacre dans les eaux internationales.

Édouard Soulier



# SCHENGEN OU LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE FORTERESSE

«La migration est une expression naturelle du désir des gens de choisir comment et où ils veulent vivre. Pouvoir choisir son lieu de vie est un élément essentiel de la liberté humaine» (Programme des Nations unies pour le développement, Rapport mondial sur le développement humain, 2009, «Lever les barrières : Mobilité et développement humains»)

Frontières extérieures et intérieures, l'Europe de Schengen est bien la négation même de ces droits humains fondamentaux, dont le simple droit à la vie ! À bas ces frontières mortifères qui entravent la liberté de circulation ! À bas ces politiques migratoires racistes qui refusent un accueil digne aux réfugiés ! Liberté de circulation et d'installation ! Égalité des droits ! Dossier réalisé par la CNIRE (Commission nationale immigration et racisme d'État)

Cet immense marché capitaliste ouvert à la concurrence ne devait se construire qu'à l'abri de frontières renforcées, jalousement gardées. La menace ne venait pas d'un autre pays mais de l'« invasion » potentielle d'indésirables migrants arrivant de pays pauvres du Sud. L'Union européenne (UE) désignait alors clairement l'ennemi.

**La menace venait de l'« invasion » d'indésirables migrants arrivant de pays pauvres du Sud. L'UE désignait alors clairement l'ennemi.**

En 1989, de façon prémonitoire, la Commission de sauvegarde du droit d'asile s'élevait contre les tractations en vue de la signature de ces accords : « [Elle] déplore que les pays qui s'apprentent à signer ces accords préparent désormais une Europe fermée aux demandeurs d'asile et réfugiés [...]. »

L'UE s'est ainsi dotée de « mesures compensatoires » à la libre circulation : 1) Les États aux frontières extérieures doivent démontrer leur capacité à contrôler, au nom de tous les autres États membres de l'UE, les arrivées sur le territoire Schengen, y compris en termes techno-

logiques avec vérifications biométriques. 2) La possibilité de réintroduire temporairement des contrôles aux frontières intérieures. 3) La mise en place d'un système d'information Schengen (SIS).

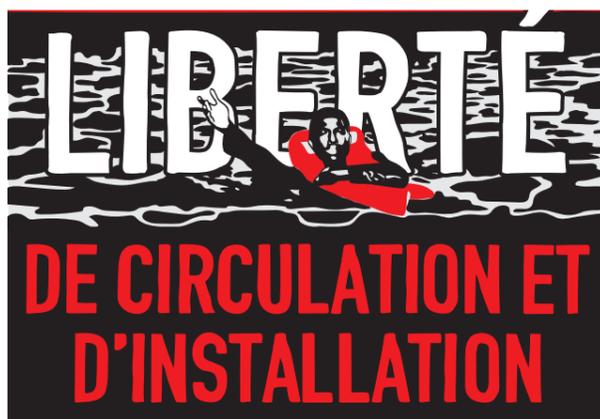
**Les années 2000 : élargissement et dissuasion renforcée**

En 1999, pour plus d'« efficacité », le traité d'Amsterdam communautarise le contrôle de l'immigration, les visas, le droit d'asile et la coopération judiciaire en matière civile. En même temps, s'ajoute la convention de Dublin afin que le premier État d'arrivée traite les demandes d'asile pour tous les autres.

Dissuasion et contrôle vont s'accroître avec l'élargissement de l'espace Schengen (29 membres en 2025), où le poids de pays ouvertement hostiles à l'accueil des migrants va grandissant, mais aussi sous la pression de la montée des mouvements d'extrême droite dans toute l'Europe.

## Schengen : libre circulation pour les unEs, assignation à résidence pour les autres

14 juin 1985, la France, la République fédérale d'Allemagne (RFA) et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) signaient les accords de Schengen. Objectif : la libre circulation des marchandises et des personnes avec suppression des frontières intérieures pour les seuls ressortissants européens. Cet espace sans frontières ne deviendra réalité que dix ans plus tard, après d'âpres discussions dans la plus grande opacité diplomatique.



**Dissuasion et contrôle vont s'accroître avec l'élargissement de l'espace Schengen**

Pour appuyer ce consensus raciste, deux stratégies se mettent à l'œuvre : un néo-colonialisme rapace qui externalise ses frontières sur le continent africain et enrôle, à coups de millions d'euros, des régimes corrompus comme supplétifs pour

sa guerre aux migrants ; la création, en 2004, d'une police européenne des migrations, Frontex, pour étendre la surveillance des routes migratoires, stopper les migrations vers l'Europe et accélérer les expulsions des réfugiés parvenus à atteindre le territoire européen.

**De Schengen au nouveau pacte européen pour l'immigration**

Tous ces dispositifs pour créer un espace où chaque État est solidaire des autres pour la

gestion des frontières extérieures vont voler en éclats en 2015. Suite aux attentats terroristes, mais aussi à un afflux important de réfugiés chassés par les guerres du Moyen-Orient et cherchant un abri en Europe, c'est le chacun pour soi derrière ses frontières nationales, en laissant aux seuls pays de première arrivée la « charge de la gestion » des réfugiés. Jusqu'à aujourd'hui, la France, comme d'autres, ferme ses frontières intérieures pour toutes les non-européennes. Ainsi sont décuplées les entraves à la circulation des réfugiés, et leur lot de victimes s'ajoute à celles déjà mortes sur les chemins de l'exil. Pour celles et ceux qui ne meurent pas, c'est l'enfer d'un renvoi d'un pays à un autre et la violation permanente de leurs droits, abandonnés au pouvoir discrétionnaire des forces de l'« ordre » aux frontières. Bilan de cette guerre aux migrants : des dizaines de milliers de morts, victimes

sans importance pour l'UE. Le nouveau Pacte pour l'immigration, censé redonner plus de cohérence et « d'humanité » à la politique européenne face aux migrations, et qui doit entrer en application en 2026, va aggraver cette logique criminelle : généralisation des hotspots (prisons de triage aux frontières avec procédure automatique de reconduite en cas de refus de la demande d'asile), fichage et contrôle accru avant de franchir le sol européen au moyen de logiciels de plus en plus sophistiqués, connectés entre eux et partagés par toutes les polices et services d'immigration.

Construite sous l'étendard de la liberté de circulation, quarante ans après, l'Europe de Schengen, hérissée de barbelés et de murs, avec des prisons à ciel ouvert à ses frontières pour celles et ceux qui ont survécu aux chemins de l'exil, est devenue synonyme de barbarie impérialiste !  
**Ariane Dupuis**

## Arsenal de l'État pour empêcher l'installation des migrants

Sous Macron comme à l'échelle de l'Union européenne, la politique migratoire repose sur un durcissement systématique des lois et des pratiques. Le droit d'asile est attaqué, les régularisations bloquées et les expulsions facilitées, au prix d'une vie rendue intenable aux migrants. Face à cette machine à fabriquer des sans-papiers, des résistances s'organisent.

La politique des gouvernements successifs sous la présidence de Macron est en accord avec celle de l'UE. Dans la droite ligne du Pacte européen des migrations, la loi Darmanin, appliquée en janvier 2024 après un débat nauséabond inspiré par la propagande du Rassemblement national, a pour but avoué de rendre la vie intenable aux migrants. Elle les empêche de s'installer en bloquant leur régularisation, en les désignant comme boucs émissaires, responsables des maux de la société, de la délinquance, de

**La loi Darmanin a pour but avoué de rendre la vie intenable aux migrants**

l'insécurité. Elle a été durcie encore par les circulaires Retailleau.

**Le droit d'asile attaqué**

L'obtention d'un titre de séjour devient mission impossible, soumise à l'arbitraire préfectoral, avec l'obligation, entre autres, d'une durée de vie en France allongée à 7 ans. Le « contrat d'engagement aux valeurs de la République » permet aux préfets de refuser un titre sous prétexte d'incompatibilité entre les convictions personnelles du demandeur et les « valeurs de la République ». Tout « trouble à l'ordre public », englobant le plus petit délit, interdit toute chance d'être régularisé et permet même de retirer son titre à une personne en situation régulière. L'obtention d'un titre

de séjour est soumise à la possession d'un diplôme de langue française. La langue n'est pas un élément d'insertion mais un instrument de sanction.

Le refus d'une demande de titre de séjour entraîne systématiquement une OQTF (obligation de quitter le territoire français) mais aussi une IRTF (interdiction de retour sur le territoire). L'OQTF devient une raison suffisante pour refuser toute régularisation. C'est une véritable machine à fabriquer des sans-papiers. La seule régularisation admise est par le travail dans les métiers dits « en tension », là où il y a pénurie de main-d'œuvre, selon une vision utilitariste aux relents néocoloniaux. S'y ajoute l'augmentation de la durée de rétention. Ce dispositif donne tous les droits aux préfets pour refuser l'obtention d'un titre de séjour et rend tout étranger, même en situation régulière, potentiellement expulsable.

**Des résistances vivaces**

Cependant de nombreuses associations solidaires des migrants les accompagnent juridiquement, les aident, les logent. Une

**L'espoir peut surgir de cette jeune génération antiraciste qui manifeste aujourd'hui**

dizaine d'écoles ont été occupées par des parents d'élèves à Grenoble pour héberger des familles à la rue ; des comités de soutien à des familles sans papiers se créent dans les écoles. Les mineurs isolés luttent et s'auto-organisent. Dans plusieurs villes, des collectifs de sans-papiers bataillent sans relâche. Des associations viennent en aide aux réfugiés qui ont traversé mers ou montagnes. Au Pays basque, une campagne « J'accuse » met en cause les agissements de l'État français et défend 7 activistes qui passeront en justice en octobre prochain pour être venus en aide à des migrants et défendre leur droit de franchir les frontières. Enfin, l'espoir peut surgir de cette jeune génération qui manifeste aujourd'hui dans la rue et qui est clairement antiraciste.

**Julie Piedra**

## ANTIRACISME Répondre aux attaques islamophobes et antisémites contre les lieux de culte et de mémoire

Les attaques contre les mosquées, contre les synagogues et les lieux de mémoire juive se multiplient.

Nous assurons de notre solidarité l'ensemble des personnes victimes de ces agressions. Notre réponse doit être un antiracisme intégral, indépendant de l'État, contre ses politiques racistes et coloniales.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Multiplication des attaques contre les mosquées

Le 25 avril, Aboubakar Cissé a été poignardé à mort dans la mosquée de La Grand-Combe, dans une mise en scène islamophobe. Quelques semaines plus tard, à Villeurbanne, un Coran brûlé a été déposé devant une mosquée, tandis qu'à Roussillon, en Isère, c'est la mosquée El Hidaya qui a été vandalisée. Début septembre, neuf mosquées de la région parisienne ont été ciblées par une sinistre mise en scène : des têtes de cochon déposées devant leurs portes. Cette multiplication des attaques islamophobes s'inscrit dans un climat où l'oppression des musulmanEs nourrit les passages à l'acte. Ainsi, la répression ne cesse de s'intensifier : le 3 septembre, Retailleau annonçait la dissolution de l'IESH, unique institut de formation des imams en France, tandis que la police plaçait en garde à vue les responsables du CCIE, association de défense des droits des musulmanEs. Deux jours plus tard, Darmanin interdisait le port du hijab à l'École nationale de la magistrature. Et on ne compte plus les mesures individuelles de brimades, d'empêchement, d'intimidation.

### Profanations de synagogues et de lieux de mémoire juive

En parallèle, les actes hostiles visant des synagogues et la mémoire du génocide des Juifs et Juives par les nazis se sont multipliés. À Paris, dans la nuit du 30 au 31 mai, deux synagogues du Marais, le Mémorial de la Shoah et un restaurant juif ont été souillés de jets de peinture verte. Quelques jours plus tard, à Strasbourg, la stèle commémorant l'ancienne synagogue a été vandalisée. L'été a été marqué par d'autres attaques : à Lyon, le 30 août, le Mémorial de la Shoah a été profané par une inscription gravée sur sa plaque, et le 21 août, à Paris, la plaque dédiée aux enfants d'Izieu, déportés à Auschwitz en 1944, a été déboulonnée. Dans le même temps, à Bron, près de Lyon, un monument a été recouvert de slogans hostiles. En août encore, l'olivier planté à Épinay en hommage à Ilan Halimi, assassiné en 2006, a été tronçonné et une plaque à Villeurbanne en hommage aux Justes a été volée. Ces profanations, qui visent à la fois les lieux de culte et les symboles de la mémoire, traduisent une inquiétante montée des actes antisémites dans l'espace public.

### Pour un antiracisme intégral

Il n'est pas étonnant que les lectures racialisantes et que les violences racistes se développent : l'espace médiatique et les politiques menées sont de plus en plus ouvertement racistes, avec l'islamophobie en levier idéologique et pratique. Tout est fait pour opposer les différentes minorités entre elles — une impasse pour chacune. Il nous faut développer un antiracisme intégral, cohérent, qui refuse toutes les essentialisations, toutes les assignations collectives, toutes les stigmatisations. Ce ne sera possible qu'en construisant un mouvement antiraciste indépendant de l'État — et même contre l'État et ses politiques racistes et coloniales.

Olivier Lek Lafferrière

# ÉDUCATION NATIONALE Après une rentrée scolaire catastrophique, réussir le 18 et ses suites

En cette rentrée, il manque un adulte dans trois établissements scolaires sur quatre. Les huit années de macronie sont un désastre pour le secteur. Pour la première fois, deux dates de mobilisation émergent dès le mois de septembre. Les manifestations du 10 ont été relativement bien suivies par les enseignantEs et leurs syndicats, et touTEs se préparent à la grève du 18, dont on espère qu'elle marquera le début d'une lutte d'ampleur, notamment pour la défense de l'école publique.

MANQUE DE PROFS DANS LA MOITIÉ DES ÉTABLISSEMENTS



Il y a deux ans, Macron affirmait que « l'éducation fait partie du domaine réservé du président ». Qu'on en juge. En huit ans, 8 865 postes d'enseignantEs ont été supprimés dans les collèges et lycées, 1 200 en voie professionnelle et, rien que pour cette rentrée, 2 000 classes sont fermées dans les écoles. Le bâti scolaire est à l'image que nos gouvernants se font de l'éducation et du réchauffement climatique : 63% des établissements ont connu des températures supérieures à 30°C l'année dernière et plus de la moitié subissent des températures inférieures à 18°C en hiver. La dégradation des conditions de travail et des salaires est telle que deux collègues sur trois ont envisagé de démissionner dans les collèges et lycées. Rappelons que, rien que cette année, près de 2 000 postes d'enseignantEs ouverts aux concours n'ont pas été pourvus.

### Une rentrée épuisante

Élisabeth Borne, ministre démissionnaire de l'Éducation, reconnaissait elle-même qu'elle n'était « pas spécialiste de l'éducation ». Les huit mois qu'elle a passés à Grenelle le prouvent. Parcoursup a encore laissé près de 100 000 jeunes sans solution d'études supérieures à cette rentrée. L'ajout d'une épreuve de mathématiques au bac pour touTEs les élèves de Première cette année montre à quel point le bac Blanquer est bancal. En outre, le maintien des jours de carence, les projets d'augmentation des franchises médi-

cales, le plafonnement à 90% du paiement des journées maladie prévu au budget 2025 montrent ce que pensent fondamentalement Macron et ses sbires : les fonctionnaires (et assimilés) sont coupables d'être malades ! Et ce n'est pas l'annonce par Lecornu du maintien des deux jours fériés qui change la donne.

### Macron, démission !

La profession a plutôt bien accueilli le départ de Bayrou, qui a couvert pendant des années des viols et violences en milieu scolaire. L'appel « Bloquons tout » du mercredi 10 septembre n'a pas

entraîné une grève massive dans l'éducation nationale (les taux étant à relativiser car la mobilisation a eu lieu un mercredi). On note cependant une présence enseignante importante dans les manifestations de la journée. À l'appel de l'intersyndicale nationale, la profession se prépare à une grève importante pour le 18 septembre.

Si le mot d'ordre de démission de Macron est dans beaucoup de bouches, il nous faut aussi affirmer positivement ce que nous voulons à la place : pour commencer, que tous les postes soient pourvus. Cela passe par des augmentations de

salaires immédiates et par l'amélioration des conditions de travail. Prenons sur les profits ou sur le budget de l'armée pour financer l'éducation et la santé ! Macron a montré qu'il est incapable d'une telle politique et c'est pour cela qu'il doit partir, laissant la place à celles et ceux qui défendent notre camp social.

### Construire une lutte sur la durée

Pour imposer un gouvernement des travailleuses et travailleurs, il est indispensable de construire une mobilisation sociale massive. Cela se prépare dès le 18 septembre et au-delà, par des assemblées générales de grévistes qui discutent de leurs revendications et des prochaines échéances de leurs luttes.

De notre point de vue, les blocages et les grèves ne sont pas contradictoires. Nous défendons la mise en place de piquets, de barrages filtrants et, si possible, de blocages dans les écoles, collèges, lycées et universités — bref, partout où il y a suffisamment de grévistes pour le faire. La tête de l'État vacille et nous pouvons nous en débarrasser, si nous nous y mettons touTEs ensemble !

Commission éducation nationale

## MOBILISATION

# Un 10 septembre déterminé, ancré et inventif

Dès le 8 septembre, les rassemblements devant les mairies pour le départ de Bayrou ont montré la combativité dont le 10 a fourni l'élan : cortèges spontanés, casserolades et assemblées générales locales ont posé le cadre d'une journée construite largement « par en bas ».

### Une réussite incontestable

Le 10 septembre, les manifestations ont rassemblé des centaines de milliers de personnes. Des centaines d'actions ont eu lieu. La palette d'actions a été large et créative : gros blocages d'axes et de zones commerciales, barrages filtrants, piquets de grève dans les hôpitaux, occupations ponctuelles, lectures publiques, « campagnes-cantines », manifs sauvages et opérations escargot. Des mobilisations massives ont eu lieu dans les grandes villes (Marseille, Toulouse, Rennes, Lyon), mais la mobilisation a été forte également dans des villes intermédiaires comme Valence, Lorient, Rouen ou Poitiers, et des petites villes et villages — Nogent-le-Rotrou, Gignac, Villeneuve-sur-Lot, Bédarieux — ont démontré l'ancrage rural du mouvement. Ce maillage national a produit plusieurs centaines d'actions et des cortèges nourris partout en France. Le message politique est net : la colère sociale est massive et diffusée sur le territoire. La diversité des actions a parfois rencontré les cibles de la campagne BDS : des actions ou blocages ont visé certains magasins — notamment des Carrefour — comme expression de refus de la normalisation du génocide à Gaza, révélant une convergence entre mobilisations sociales et actions de solidarité internationale. Ces convergences attestent de la pluralité des enjeux portés par la journée.

Le 10 septembre a marqué le début de quelque chose : blocages, AG et actions inventives ont maillé villes et campagnes. Le 18 s'annonce comme un rebond pour une mobilisation inscrite dans la durée.



### Une répression féroce

Le 10 septembre, la répression ne s'est pas limitée aux gazages : elle a pris des formes d'une dangerosité impressionnante. L'intervention policière a provoqué un incendie que les médias se sont d'abord empressés d'attribuer aux personnes mobilisées. Un homme a été blessé après avoir été frappé en pleine tête par le jet d'un canon à eau à flux tendu, et plusieurs cyclistes ont été aspergés de gaz alors qu'ils circulaient tranquillement. La quantité d'interpellations et de gardes à vue sans fondement, et souvent sans poursuites, est elle aussi massive. Ces faits montrent la volonté d'intimider pour tuer dans l'œuf la mobilisation. Il en faudra plus tant la colère est profonde.

### Une dynamique qui ne fait que commencer

Dans de très nombreuses villes, des assemblées générales se sont réunies après les manifs (Angers, Melun, Nantes, Rennes, Poitiers, Villeneuve-sur-Lot...) pour préparer la suite, décider d'actions quotidiennes ou de cantines solidaires, et organiser la reconduction. Les initiatives post-10, parfois sporadiques, confirment toutefois une détermination intacte : le 18 septembre se profile non comme une clôture mais comme un rebond — la construction de la grève, la convergence interprofessionnelle et la tenue d'AG locales seront les clés pour transformer cet élan en rapport de force.

La rédaction

## Culture

### CONCERTS **Kneecap: la solidarité en musique, de Belfast à Gaza**

Issu du quartier de West Belfast, bastion des républicains et des catholiques nord-irlandais (avec Derry), Kneecap est un groupe de hip-hop formé en 2017. Dans un rap aux sonorités hardcore et électro, avec une voix tendant vers l'agressivité du punk, ils ont en plus l'originalité de chanter en gaélique irlandais (langue quasiment disparue en Irlande du Nord) mélangé à de l'argot anglais.



Groupe revendiquant son anticapitalisme, ils abordent des thèmes tels que la condition ouvrière, la santé mentale, le féminisme et l'écologie. Après un premier album en 2018, 3CAG, ce sont leurs positions internationalistes qui ont fait exploser leur popularité avec la sortie de *Fine Arts* en 2024. Républicains revendiqués, ils sont également des soutiens sans faille des autres luttes anticoloniales, en premier lieu la Palestine, à l'heure du génocide à Gaza.

Cagoules aux couleurs de l'Irlande sur scène (en hommage aux militantEs de l'IRA) et drapeau de la Palestine en mains, ils connaissent un énorme succès depuis un an, de festivals en tournées sold out.

#### Panique morale en Angleterre

Il n'en fallait pas moins pour scandaliser les gouvernements et bourgeoisies occidentales, ferventes soutiens d'Israël. En Angleterre, pays colonisateur de l'Irlande, c'est une véritable panique morale qui s'est emparée de la classe politique et médiatique. Le groupe y est qualifié d'« anti-britannique », des demandes d'interdiction de ses concerts sont formulées et, cerise sur le gâteau réactionnaire, Mo Chara, chanteur du groupe, est actuellement en procès à Londres pour « apologie du terrorisme », accusé d'avoir brandi un drapeau du Hezbollah sur scène.

Mépris séculaire de la bourgeoisie anglaise pour les IrlandaisEs oblige, Mo Chara est nommé par le juge, la police et les médias sous son nom anglicisé, et non pas son nom de baptême (Liam Óg ó hAinmídh). Les audiences au tribunal se sont transformées en manifestations de soutien au groupe et à la Palestine.

#### La France s'en mêle

Pays non moins impliqué dans le soutien à l'État génocidaire, la France y est aussi allée de sa polémique contre le groupe. Annoncés à l'affiche de Rock en Seine fin août, nos politicienNES se sont emparés de l'affaire. Sur décision de Péresse, le festival refusant de déprogrammer Kneecap malgré les pressions, ce sont tout bonnement 500 000 euros de subvention qui ont été retirés.

Dans une ambiance électrique, avec une fosse remplie de drapeaux de l'Irlande et de la Palestine, le groupe a littéralement mis le feu au festival. Et ce n'est pas l'intrusion des pitoyables sionistes de « Nous Vivrons », vite évacués par la sécurité, qui a pu empêcher le concert d'avoir lieu.

Poursuivant sur cette voie triomphale, Kneecap continue sa tournée à Paris cet automne : après l'immense succès de leurs concerts des 8 et 9 septembre au Trianon, on les attend à les 10 et 11 novembre à l'Élysée Montmartre. *Free Palestine – Tiocfaidh Ár Lá.*

Y.S.

### ESSAI **La nouvelle internationale fasciste, nouvelle édition – malheureusement – augmentée, d'Ugo Palheta**

Éditions Textuel, 2025, 160 pages, 17,90 €

Comment, alors même que leurs idéologies sont, par essence, profondément nationalistes, les extrêmes droites mondiales peuvent-elles s'inscrire dans un mouvement d'ampleur internationale? Dans cette édition mise à jour de *La nouvelle internationale fasciste*, Ugo Palheta analyse les stratégies qui permettent les alliances et la diffusion à l'échelle planétaire de la pensée fasciste.

Si le néofascisme prend des formes variées selon les pays, son « programme » politique se résumant principalement à un opportunisme crasse, la base en reste la même : là où le fascisme assumait de défendre la supériorité de la race, le néofascisme s'invente une pseudo-respectabilité en mettant en avant l'inassimilabilité (essayez de prononcer ce mot à voix haute) de certaines populations nuisibles à la nation. L'ennemi intérieur existe toujours, la cible a juste changé. L'antisémitisme faisant tache, on s'en prend plus volontiers aux femmes voilées, aux MexicainEs, aux méchantEs wokistes dont les luttes pour l'égalité mettent en péril la supériorité de l'homme blanc, quand ce n'est pas la survie de l'espèce. Les méthodes aussi évoluent, réseaux sociaux et médias jouant pleinement leur rôle dans la diffusion à travers le monde de fake news, memes et autres théories conspirationnistes. Alors que les dirigeantEs de certaines des nations les plus puissantes de la planète ne font même plus semblant de cacher leurs velléités fascistes et que le



poinds de l'électorat d'extrême droite ne cesse de monter, l'auteur rappelle l'importance de la résistance et les raisons pour lesquelles elle passe nécessairement par une lutte globale contre toute oppression ou discrimination. Parce que, comme il le conclut si bien : « Rien ne garantit la victoire, mais pas plus que celles et ceux qui nous ont précédés dans ce combat, nous n'avons le luxe de pouvoir échouer. Car notre défaite signifierait qu'aux dévastations sociales et environnementales s'ajouterait

la barbarie néofasciste. Ils ne passeront pas. »

Cyrielle L. A.

#### Librairie **La Brèche**

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44  
contact@la-breche.com

### EXPOSITION **Nous autres: les images intimes sont politiques**

Nous autres, jusqu'au 16/11/2025 au BAL, 6 impasse de la Défense, Paris 18<sup>e</sup>. Infos : [www.le-bal.fr](http://www.le-bal.fr)

Nous autres, c'est la rencontre entre l'autrice et chercheuse Hélène Giannecchini et la photographe et activiste lesbienne Donna Gottschalk. C'est la tentative, par la première, de reconstruire le parcours de la deuxième à travers ses souvenirs, les images et les voix sur cassettes de ses proches. New York, Alphabet City, fin des années 1960. Donna est étudiante et se spécialise dans la photographie. Ses sujets sont ses proches, ses amiEs, ses camarades du Gay Liberation Front. Son travail témoigne, par une captation sensible de moments intimes, du quotidien de cette communauté queer. Ses images ne sont pas en soi des « photos de



lutte » (Donna ne photographie qu'à de très rares occasions les meetings ou manifestations), mais donnent à voir des corps invisibilisés dans l'espace public.

Hélène Giannecchini a effectué un travail de narration admirable, loin des cartels purement descriptifs, et a créé un véritable effet d'immersion dans la vie de la photographe. Le tout rend la visite très émouvante. On en ressort avec le sentiment de s'être fait deux nouvelles amies, avec qui on aimerait encore discuter des heures.

Une des salles est consacrée au travail photographique de Clara Williams, initialement inspirée par un portrait de Gottschalk photographiée en manifestation par Diana Davies. *Tender*, sa série d'autoportraits, avait comme point de départ la volonté de visibiliser le corps des femmes noires queers.

Estelle Menu

## Vie du NPA l'Anticapitaliste

### Une Fête de l'Huma sous le signe de la solidarité et de l'internationalisme

La Fête de l'Humanité est un rendez-vous traditionnel et attendu pour nous comme pour tous les militantEs de la gauche – politique, syndicale, associative – et, plus largement, pour ce qu'on appelle parfois « le peuple de gauche ». Le succès de cette édition, avec 610 000 participantEs, tient au contexte politique de cette rentrée sociale bouillonnante. Située, de façon impromptue mais opportune, entre les mobilisations du 10 septembre et la journée intersyndicale de grève du 18 septembre, elle a été, le temps d'un week-end, l'espace de rencontres et d'échanges dont nous avons besoin pour préparer et construire ce mouvement.

Cette année, le stand du NPA faisait peau neuve et s'est enrichi de nouveaux atouts qui lui valent, sans équivoque, dans nos cœurs, le prix du plus beau stand de la fête! Ambiance cosy, conviviale et enflammée pour les nombreuses conférences et les deux fêtes féministes au programme. Un stand, en réalité, trop petit pour accueillir la foule venue assister aux différents débats. Débats que nous avons placés sous le signe de l'internationalisme, en accueillant des



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

camarades palestinienNES, kanak, ukrainienNES, vietnamienNES, soudanaisEs et congolaisEs. Mais les rencontres ont aussi été organisées autour de l'échange avec toutes les composantes du mouvement social, politique, féministe, antiraciste et syndical. La fatigue laisse déjà place à l'envie et à la joie des luttes partagées – et à l'énergie pour se retrouver dans la rue dès ce jeudi 18 septembre!



# ENTRETIEN « L'UJFP ne fait rien d'autre que rappeler le droit international – notamment le droit à la résistance armée »

Entretien avec **Béatrice Orès**, co-présidente de l'UJFP

**L'Union juive française pour la paix (UJFP) a été perquisitionnée. Le NPA-L'Anticapitaliste vous apporte, bien entendu, tout son soutien. Peux-tu nous expliquer ce qui se passe ?**

En 2024, l'association « Jeunesse française juive » a porté plainte contre l'UJFP pour « apologie du terrorisme » à la suite de la publication de deux communiqués sur notre site, datés du 7 et du 12 octobre 2023, dans lesquels nous nous contentions de rappeler le droit international – notamment le droit, pour un peuple vivant sous occupation, de se défendre, y compris par la résistance armée. Nous insistions sur la situation coloniale des GazaouiEs et du peuple palestinien.

Suite à cette plainte, notre directeur de publication a été auditionné deux fois au commissariat, en juin 2024. Depuis, rien ne s'était passé et nous espérions que le dossier serait classé sans suite. Mais il y a un mois, les policiers se sont rendus chez lui, à Dinard. Comme ils n'avaient pas de mandat de perquisition, il leur a demandé de partir. Ils sont revenus le jeudi 11 septembre, alors qu'il était en route pour la Fête de l'Humanité. C'est sa compagne qui leur a ouvert, parce qu'ils étaient prêts à casser la porte. La police s'est emparée de quelques dossiers personnels et de livres de sa bibliothèque.

Cette procédure nous surprend, parce que nous sommes une association juive, antisioniste bien sûr, qui soutient le travail et les projets de paysans de Gaza depuis 2016, pour qu'ils puissent développer une autonomie alimentaire dans la bande de Gaza, sous blocus depuis 2007.

**On a un peu l'impression d'un acharnement contre l'UJFP, parce qu'en plus de cette procédure judiciaire, on a appris que votre compte bancaire a été fermé.**

L'UJFP n'est pas un cas isolé, on ne se considère pas comme une exception, ce qui nous touche ici fait partie de la répression globale des mouvements de soutien à la Palestine et de lutte contre le racisme. Voyez ce qui se passe avec le CCIE (Collectif contre l'islamophobie en Europe) et la très importante quantité de poursuites pour « apologie du terrorisme » — on ne sait même pas exactement combien car beaucoup n'en parlent pas.

Mais oui, notre compte a été fermé. En novembre 2024, on a reçu un recommandé qui annonçait brutalement, sans que rien ne puisse le laisser présager, sans aucun échange préalable, que le Crédit Coopératif avait décidé de fermer notre compte bancaire. À ce jour, nous ne savons toujours pas pour quel motif cette décision a été prise. Les banques n'ont pas l'obligation de motiver la fermeture d'un compte. Nous avons écrit plusieurs fois pour demander quels étaient les motifs réels, mais nous n'avons reçu aucune réponse.

**La répression qui nous touche fait partie de la répression globale des mouvements de soutien à la Palestine et de lutte contre le racisme**

De nombreuxES militantEs et clientEs du Crédit Coopératif ont posé la question. Les réponses ont été diverses, mais aucune ne répond vraiment à la question. Nous n'avions rien changé à nos procédures de transfert d'argent pour Gaza depuis 2018, procédures que la banque connaissait parfaitement.

**Est-ce que vos activités de solidarité sont empêchées par cette situation ?**

Après de multiples négociations, on nous a accordé un délai de neuf mois et donc le compte a été définitivement clôturé fin juillet 2025. Nous nous étions organisés, nous avons ouvert un compte dans une autre banque, nous avons mis en place, avec notre correspondant sur place, un nouveau circuit pour continuer à aider les paysans de Gaza.

Notre aide est multiple, on assure toutes les semaines des repas, des ateliers d'éducation pour les enfants et des ateliers de soutien psychologique, le plus souvent pour les femmes. La semaine dernière ils n'ont pas pu se tenir à cause de la situation mais cette semaine ils ont réussi à les tenir de nouveau, ce qui n'est pas rien dans les conditions extrêmes dans lesquelles survivent aujourd'hui les GazaouiEs.

Depuis octobre 2023, nous avons reçu plus de 700 000 euros via la collecte de l'UJFP pour Gaza, accessible sur notre site. Nous recevons des rapports financiers précis de notre représentant à Gaza, nous pouvons justifier très précisément ce qui est fait avec l'argent que nous envoyons. Ce sont des sommes considérables, mais le travail effectué sur place par les équipes de l'UJFP à Gaza est immense lui aussi.

Depuis le début, la collecte de l'UJFP est mise au service de décisions et de projets gazaouis. Ce n'est pas nous, ce n'est pas la solidarité française, ce sont les GazaouiEs et notre représentant à Gaza qui définissent ce dont ils ont besoin. Nous limitons notre rôle à la collecte des fonds.

**Peux-tu nous parler un peu du livre que l'UJFP a édité cette année ?**

On a édité un livre paru en avril 2025 qui s'appelle *Gaza, mort, vie, espoir* où on a essayé de contextualiser la situation par rapport à ce qui s'est passé le 7 octobre. Nous travaillons avec les paysans de Gaza depuis longtemps. Dans ce livre, nous exposons les projets qui ont été réalisés : un château d'eau, l'irrigation de nombreuses parcelles agricoles, la mise en place de panneaux

solaire (puisque'il faut rappeler qu'il y a peu d'électricité par jour à Gaza, c'est Israël qui décide, qui coupe ou qui remet l'électricité), une pépinière solidaire, une maison des paysans — c'était une demande importante des paysans, qui sont indépendants de tout parti politique à Gaza et qui souhaitaient avoir un lieu pour discuter entre eux des projets qu'ils voulaient mettre en place. Tout cela a été détruit début 2024. Dans ce livre, une partie est écrite par les militantEs solidaires : Pierre Stamboul, Sarah Katz et moi-même de l'UJFP, ainsi que Brigitte Chalande et Kamel Elias, Palestinien d'origine, qui vit en France et est agronome. Il y a aussi toute une section qui reprend les témoignages de notre correspondant à Gaza, Abou Amir. Ainsi un chapitre entier montre comment, après le 7 octobre, les GazaouiEs, notamment les paysans, se sont organisés pour survivre, après avoir perdu tout leur travail. Ils ne pouvaient plus cultiver leur terre, donc ils étaient sans ressources. Ils se sont d'abord retrouvés dans des écoles, mais les écoles ont été bombardées. Ils se sont retrouvés sur la plage, pas loin de Deir al-Balah. La solidarité française les a soutenus pour qu'ils puissent créer des infrastructures sanitaires, mettre en place des écoles pour les enfants, des cuisines pour servir de la nourriture aux paysans qui n'avaient plus rien, etc. Tous ces éléments sont illustrés dans les rapports que nous envoie Abou Amir quotidiennement. C'est très émouvant de voir comment une société civile s'organise dans des conditions extrêmes et continue à faire société — même si, en ce moment, cela devient de plus en plus compliqué ; toute l'année 2024, ils ont pu continuer à faire société.

Comme c'est expliqué dans le livre, dans chaque camp de déplacés, il y a des mokhtars, il y a une direction. Abou Amir discute avec ces directions pour voir comment il peut apporter l'aide que permet la solidarité

**De nombreux jeunes juifs et juives ne veulent pas être associés au génocide en cours**

française. C'est un ouvrage différent des autres livres sur Gaza, puisque ce sont des témoignages directs, qui viennent de Gaza même.

**Et quelles sont les activités de l'UJFP dans la mobilisation contre le génocide en cours ?**

On s'est dit qu'on allait essayer de faire des opérations spectaculaires pour faire bouger les lignes. On a d'abord fait un campement sauvage à la Bastille qui a duré un jour et demi avant d'être délogé brutalement. Et puis nous avons fait une deuxième opération : trois jours de lecture des 18 347 noms d'enfants assassinés à Gaza — c'était le nombre au 31 juillet 2025. C'était très émouvant.

Nous continuons bien entendu les actions et mobilisations communes avec les cadres collectifs dans lesquels nous sommes : au sein du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, avec la Plateforme des ONG pour la Palestine, avec la campagne BDS bien entendu — l'UJFP faisant partie des organisations fondatrices de BDS-France. Nous avons également de très bonnes relations avec Urgence Palestine ; de nombreux militants de l'UJFP sont dans les groupes locaux d'Urgence Palestine un peu partout.

**Peux-tu nous dire quelques mots de ce qui passe du côté des voix juives antisionistes ?**

Il y a un changement important en cours. On a pu le constater encore à la Fête de l'Huma : un certain nombre de jeunes juifs et juives sont venus à notre stand, commun à l'UJFP et à TSEDEK!, des jeunes parfois déboussolés par ce qui se passe, ne voulant pas être inclusEs dans ce que l'armée israélienne est en train de faire. Cette dynamique se manifeste aussi par le développement de réseaux internationaux. European Jews for Palestine réunit des groupes de 16 pays européens

pour construire des actions et des expressions communes de juifs européens qui s'opposent au génocide. Au niveau mondial, Global Jews for Palestine, créé en 2018, connaît aujourd'hui un nouvel essor également. **Propos recueillis par la rédaction**

**Suis-nous**

[linktr.ee/lanticapitaliste](https://linktr.ee/lanticapitaliste)

lanticapitaliste.org  
NPA.Lanticapitaliste  
L\_anticapitaliste  
Lanticapitalis1  
anticapitaliste.presse  
lanticapitaliste



**Retrouve-nous**

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

**Découvre notre presse**

Profite de notre promotion d'essai :

**12 € = 3 mois d'hebdo**

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

**L'Anticapitaliste**  
la revue

Le n°166-167 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :  
**L'Anticapitaliste**,  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil cedex.



**Abonne-toi**



**Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !**

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

**Contacte-nous**

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Dis-nous**

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

## L'image de la semaine

